

Distr.  
GENERALET/OBS.5/92  
16 novembre 1956

ORIGINAL : FRANCAIS

## PETITIONS CONCERNANT LE CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE

Observations du Gouvernement français en tant  
qu'Autorité chargée de l'administrationNote du Secrétariat : Ces observations ont trait aux pétitions suivantes :

<u>Section</u>	<u>Pages</u>
1. Pétition de M. Mathieu Mouliem (T/PET.5/478) .....	1
2. Pétition de M. Moïse Mountoumjou Mbombo (T/PET.5/480) .....	2
1. <u>Pétition de M. Mathieu Mouliem (T/PET.5/478)</u>	

L'Autorité chargée de l'administration n'a pas connaissance de l'existence des bandes armées que mentionne le pétitionnaire. Elle reconnaît cependant que l'Union des Populations du Cameroun s'est attiré l'hostilité d'une large partie de la population qui réagit parfois violemment devant les prises de positions outrancières de ce parti. L'Autorité chargée de l'administration a déjà exposé ces faits dans ses observations en réponse à la pétition T/PET.5/320<sup>1/</sup>.

L'Autorité chargée de l'administration a également présenté ses observations

- 1) Sur une bagarre chez l'instituteur Mouchili Isaac à propos de cette même pétition T/PET.5/320;
- 2) Sur la destitution du chef Njimoffira à propos de la pétition T/PET.5/210<sup>2/</sup>;
- 3) Sur la révocation de l'instituteur Mouchili à propos de la pétition T/PET.5/475<sup>3/</sup>.

S'il est faux que l'Administration construise gratuitement une maison pour le nommé Mallam Adamou Pokassa, il est exact par contre qu'elle aide à la construction d'une chefferie pour l'adjoint du Sultan, second notable Bamoun, qui, sorte de

Notes du Secrétariat

- 1/ Voir T/OBS.5/50.
- 2/ Voir T/OBS.5/17.
- 3/ Voir T/OBS.5/66.

Maire du Palais, est notamment chargé de recevoir les hôtes de marque. Il est également exact que le titulaire de ce poste est actuellement le nommé Mallam Adamou.

L'aide de l'Administration se traduit notamment par la fourniture d'une partie des matériaux nécessaires.

Cette chefferie n'appartient pas pour autant à M. Mallam Adamou. Elle ne lui est pas personnelle, elle n'est pas aliénable ni susceptible d'être hypothéquée, elle fait partie du patrimoine des collectivités du sultanat Bamoun.

Les Bamouns ne s'y sont pas trompés et aucune confusion ne s'est élevée dans leur esprit. Toutes les collectivités ont témoigné de leur satisfaction de voir le logement des hôtes amélioré. L'Administration n'aurait d'ailleurs pas accordé son aide si le sentiment de la population n'y avait pas été favorable.

L'Administration a participé dans des conditions analogues à la construction du Palais du Sultan.

## 2. Pétition de M. Moise Mountoumjou Mbombo (T/PET.5/480)

L'Autorité chargée de l'administration a présenté ses observations sur la bagarre qui a eu lieu dans la case de nommé MOUCHILLI Isaac à propos de la pétition T/PET.5/320<sup>1/</sup>.

Il est exact qu'un léger incident s'est produit le 22 août 1955 sur le marché de Foubot. Il a mis au prise des éléments de l'U.P.C. étrangers à la région et la population exaspérée par leurs propos menaçants. L'Autorité chargée de l'administration a exposé cette situation dans ses observations en réponse à la pétition T/PET.5/320.

Toutes les autres assertions du pétitionnaire sont dénuées du moindre fondement.

-----

Note du Secrétariat

1/ Voir T/OBS.5/50.